

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDER'S BOARD

**AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 0004/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2021 DU 18 MARS 2021 RELATIVE A
L'ACQUISITION DES TABLETTES AU PROFIT DU MINISTERE DU COMMERCE./-**

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 15 février 2021 de la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE, Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition des tablettes au profit de son Département ministériel.

2. CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

La prestation, objet du présent Avis de Consultation pour une Demande de Cotation, consiste en la fourniture au Ministère du Commerce de vingt-cinq (25) tablettes.

3. LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

3.1. La livraison se fera au Ministère du Commerce

3.2. Le délai de livraison objet du présent marché est de : **quarante-cinq (45) jours.**

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. ALLOTISSEMENT

La fourniture objet de la présente Demande de Cotation, est en un (01) lot unique.

5. ENVELOPPE PREVISIONNELLE

Le cout prévisionnel du projet s'élève à **dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC.**

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à cette Consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de matériel.

7. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

8. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2021, sur la ligne d'Imputation Budgétaire n° 55 21 320015 2276.

9. CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP dès publication du présent Avis.

10. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier de Consultation peut être obtenu au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées et au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

l'offre en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra parvenir contre récépissé au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, au plus tard le 09 AVR 2021 à 13h30 précises heure locale, et devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° DC04/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2021 DU 18 MARS 2021 RELATIVE A L'ACQUISITION DES
TABLETTES AU PROFIT DU MINISTERE DU COMMERCE

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT

12. CAUTIONNEMENT PROVISoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant de : **deux cent mille (200 000) FCFA.**

Elle est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles

doivent dater de moins de trois-(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. OUVERTURE DES PLIS

9 AVR 2021 L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le **à 14h30** précises, heure locale, en un seul temps dans la Salle de Conférences du Ministère du Commerce par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

15. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

(Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats).

15.1 Critères éliminatoires

(Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.)

Il s'agit notamment:

- d'un dossier administratif ou financier incomplet ou non conforme après 48 heures ;
- d'une fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- de l'absence de la caution de soumission ;
- de la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (à lister) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- de l'absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- de la non satisfaction du Maître d'Ouvrage par rapport à une prestation antérieure du soumissionnaire ;
- offre n'ayant pas satisfait à au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- de la non-conformité du mode de soumission ;

15.2. Critères essentiels

(Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations ou livrer les fournitures, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.)

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

- le chiffre d'affaires ;
- présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- délai de livraison ;
- expérience et références du soumissionnaire (copies des contrats, des PV de réception pour des marchés de même nature);
- caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- service après-vente ;
- attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à dix millions (**10 000 000**) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances ;

Seules les offres ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70 % des critères essentiels seront retenues pour la suite de la procédure.

16. PRESENTATION DES OFFRES

Les documents constituant l'offre seront placés sous enveloppes dont :

- **l'enveloppe A** contenant les pièces du dossier administratif (Volume 1)
- **l'enveloppe B** contenant l'offre technique (Volume 2)
- **l'enveloppe C** contenant l'offre financière (Volume 3)

Toutes les pièces constitutives des offres (enveloppe A, B et C) seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant la mention de l'Appel d'Offre concerné.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

17. ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne au JDM de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 7⁸ MARS 2021

COPIES :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Président CIPM
- AFFICHAGE
- CHRONO/ARCHIVES



Handwritten signature: M. Nangana

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail – Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDER'S BOARD

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
No. 0004/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2021 OF T B MARS 2021 FOR THE
ACQUISITION OF DIGITISER TABLETS FOR THE MINISTRY OF TRADE. /-**

1. PURPOSE OF ANNOUNCEMENT OF BIDDING

Having regard to the minutes of MINCOMMERCE Tenders Board meeting of 15th february 2021 the Minister of Trade, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, hereby launches a Notice of Consultation for a Request for Quotation for the acquisition of digitiser tablets for the Ministry of Trade.

2. NATURE OF SUPPLIES

The services, subject of this Notice of Consultation for a Request for Quotation shall involve supplying the Central Services of the Ministry of Trade with 25 (twenty five) digitiser tablets.

3. PLACE AND TIME-LIMIT FOR DELIVERY

3.1. Delivery shall be made to the Ministry of Trade.

3.2. The delivery time for this contract shall be: **45 (forty five) days.**

This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

4. ALLOTMENT

The supplies covered by this Request for Quotation shall be made in a single lot.

5. ESTIMATED BUDGET

The estimated cost of the project shall be **10,000,000 (ten million) CFA francs, taxes included.**

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this announcement of bidding shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law and specialising in supplying this type of equipment.

7. SUBMISSION METHOD

The submission method selected for this consultation shall be [Indicate one of the following three submission methods: online, offline, online or offline].

8. FINANCING

Financing shall be provided by the 2021 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, allocation: 55 21 320015 2276.

9. CONSULTATION OF TENDER DOCUMENTS

Tender documents can be consulted during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, and the electronic version in ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as soon as this Notice is published.

10. ACQUISITION OF TENDER DOCUMENTS

Tender documents can be obtained during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone : 222 22 69 68, as soon this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **10,000 (ten thousand) CFA francs** accounting for consultation document purchase charges.

It is also possible to obtain tender documents by free download from the COLEPS platform available at the above addresses and from the ARMP's Public Contracts Journal for the electronic version. However, the online submission shall be subject to the payment of the purchase fee for tender documents.

11. SUBMISSION OF BIDS

Each bid shall be drafted in English or French.

the bid shall be submitted in 07 (seven) copies, including 1 (one) original and 06 (six) duplicates, written as such thereon, in accordance with the provisions of Tender Documents, to the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, against a receipt, not later than **09 AVR 2021**, at **1:30 pm** precisely (local time) and shall be labelled :

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
No. 0004/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2021 OF 18 MARS 2021 FOR THE
ACQUISITION OF DIGITISER TABLETS FOR THE MINISTRY OF TRADE. /-**

(TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER REVIEW SESSION)

12. PROVISIONAL GUARANTEE BOND

Each tenderer must attach to its administrative documents, a bid bond established by a first class bank approved by the Ministry in charge of Finance and listed in Exhibit 12 of tender documents in the amount of: **200,000 (two hundred thousand) CFA F.**

Bid bonds shall be valid for a period of 30 (thirty) days beyond the (deadline) validity date of the bids.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under pain of being rejected, the other administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this invitation to tender. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

Any bid that does not comply with this Tender Notice and the tender document requirements shall be declared inadmissible. Bids not including bid bonds issued by a first-class bank

approved by the Ministry in charge of Finance or the non-compliance with model tender documents shall be rejected outright with no recourse.

14. OPENING OF BIDS

Administrative, technical and financial bids shall be opened by the Ministry of Trade Tenders Board on 19 AVR 2021 at **2:30 pm** precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the opening of bids, which shall take place in one phase.

Any bid that does not comply with the tender document requirements shall be declared inadmissible.

15. BID EVALUATION CRITERIA

(The purpose of these criteria is to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in tender documents, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical bid with the technical specifications of tender documents and the qualification of bidders).

15.1 Eliminary criteria

(The eliminary criteria set out the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the tenderer's offer).

These include:

- incomplete or irregular administrative or financial bid after 48 hours;
- misrepresentation or forged documents;
- the absence of the bid bond;
- the non-conformity of the tender model;
- the absence of a sworn statement whereby the tenderer certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- the omission of a quantified unit price in the unit price schedule;
- the absence of a leaflet accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- the absence of legal metrology approval in the field of volumetric analysis as importer-repairer of measuring instruments for and of approval in the field of weights and measures as importer-repairer of measuring instruments in the fields of mass weighing or a notarized agreement with an approved company in this field;
- failure to satisfy the Contracting Authority in connection with a previous service provided by the tenderer;
- a bid which failed to meet at least 70% of all essential criteria;
- the non-conformity of the bidding method.

15.2. Essential criteria

(The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the tenderers to perform the services or deliver the supplies that are the subject of the invitation to tender. These must be determined according to the nature and nature of the services to be provided).

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid.

The essential criteria for the qualification of tenderers shall relate, by way of indication, to:

- turnover ;
- presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- delivery time;
- experience and references of the bidder (copies of the contract and reports of proceedings for the reception of contracts of same nature)
- technical characteristics of the supplies proposed;
- after-sales service;
- a bank solvency certificate (solvency higher than or equal to **10,000,000** (ten million) CFA F issued by a first-class bank or funding body approved by the Ministry in charge of Finance .

Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher than or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for going on with the procedure.

16. SUBMISSION OF BIDS

Tender documents shall be put in double envelope including:

- **envelope A** containing the documents of the administrative file(Volume 1)
- **envelope B** containing the technical bid (Volume 2)
- **envelope C** containing the financial bid (Volume 3)

All tender documents (envelopes A, B and C) shall be put in a large, sealed outer envelope marked with the relevant invitation to tender.

The constituent documents of each bid shall be numbered in the order of tender documents and separated by inserts of identical colour.

17. AWARD OF CONTRACT

The contract shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the lowest evaluated financial bid.

18. VALIDITY OF BIDS

Tenderers shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

19. FURTHER INFORMATION

Further information on this Invitation to Tender may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 102, Tel. 222.22.69.68 and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

For any attempt at bribery or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 18 MARS 2021

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Chairperson of CIPM
- POSTING
- FILING/ARCHIVES



THE MINISTER OF TRADE

[Handwritten Signature]
Alangana